

Nécessité d'un nouveau paradigme économique, social, environnemental et culturel

L'année 2019 s'ouvre sur des perspectives maussades tant sur le plan économique (ralentissement de la croissance, chute des bourses, restriction graduelle des politiques accommodantes des banques centrales, tensions commerciales notamment entre les USA et la Chine) que politique (Brexit, Madame Merkel est fragilisée par la montée de l'extrême droite et elle paye sa politique généreuse vis-à-vis des réfugiés, absence de vision à moyen ou long terme des gouvernements, repli des pays sur eux-mêmes, croissance des atteintes à la démocratie, ...).

La France est marquée par la révolte des « gilets jaunes » qui semble prendre tous les corps constitués de court mais qui a obtenu sous forme de concessions du gouvernement beaucoup plus que les syndicats avec de nombreuses manifestations (contre la réforme du code du travail ou de la SNCF).

L'Europe semble en danger avec de prochaines élections aux résultats incertains, la démocratie aussi.

Comment sommes-nous arrivés à cette situation ? Répondre à cette question par des analyses fines sur le plan économique, social et politique est indispensable pour pouvoir formuler des pistes de sortie de crise et tracer une esquisse de ce que pourrait être un nouveau paradigme économique, social, écologique et culturel pour le XXI^{ème} siècle. Cette réflexion permettrait aussi de fournir quelques perspectives à la construction Européenne.

A- Une analyse économique globale 1945-2018

I- Les Trente Glorieuses : un mythe à déconstruire ?

Les ravages de la seconde guerre mondiale et la fraternité liée aux combats en commun pour la démocratie et contre la barbarie nazie ont conduit certains dirigeants notamment britanniques (Churchill et Beveridge) et Français (Conseil National de la Résistance) à envisager dès 1943 une organisation sociale plus juste et plus fraternelle pour l'après-guerre.

En France, ceci s'est traduit par la mise en place d'assurances sociales (maladie, vieillesse), la socialisation d'une partie du secteur financier et de certaines entreprises ainsi que par des mesures sociales (comité d'entreprises, statut de la fonction publique, ...).

La mise en place de ces mesures, la reconstruction de la France (avec l'aide du plan Marshall) et le développement de la société de consommation ont généré une période de forte

croissance (plus de 5% par an) et de plein emploi. Beaucoup s'y réfèrent avec nostalgie sous le nom de « Trente Glorieuses » (J. Fourastié, 1979).

Cette croissance s'est traduite par une véritable structuration de l'économie Française avec le développement quantitatif de l'agriculture, la réalisation de grandes infrastructures et le lancement de grands programmes industriels (Concorde, Ariane, nucléaire, ...). Nous avons assisté à une légère réduction des inégalités de revenus (croissance de +3,7% par an pour les 50% les moins riches contre +2,9% pour les 10% les plus riches pour une moyenne de +3,3% par an)¹. Il en a été de même de façon plus marquée au niveau des patrimoines : la part des 10% les plus riches est passée de 70% en 1950 à 50% au début des années 1980¹.

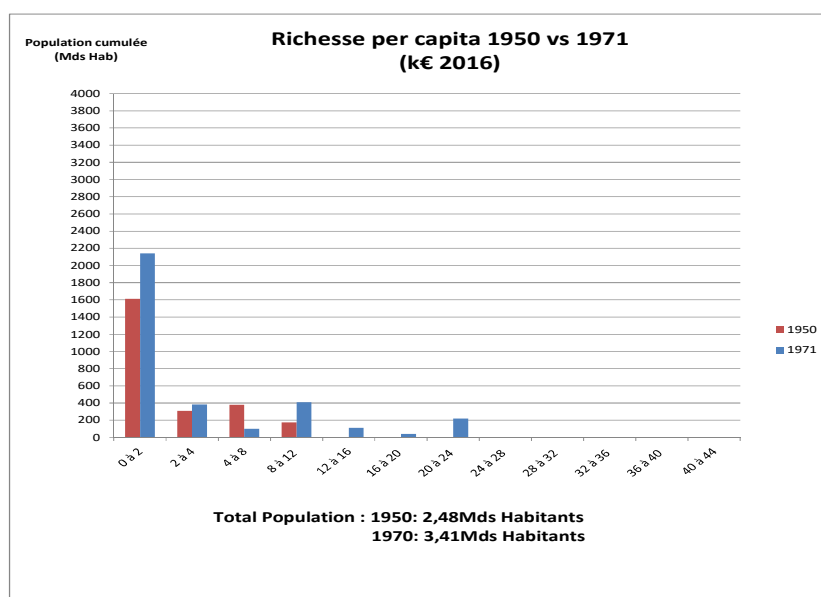
Toutefois, cette performance de la France (similaire à celle du Japon ou des « miracles » allemand et italien) est liée à plusieurs autres facteurs :

- Phase de reconstruction après les destructions massives de la guerre
- Aide américaine : plan Marshal mais aussi investissement massif des multinationales américaines. Ce fait a été décrit en détail dans « Le Défi Américain » de JJ Servan-Schreiber qui voyait les multinationales américaines en Europe constituer rapidement le deuxième PIB mondial.
- L'exploitation de leur empire colonial par les Français et les Britanniques. Les Américains se targuent de n'avoir pas été des colonisateurs mais ils ont fait faire le « sale boulot » en Amérique Latine par des dictateurs sanguinaires et corrompus. En France, la décolonisation a été suivie par « l'importation » massive de travailleurs Africains dont les droits étaient, dans les faits, nettement inférieurs à leurs homologues Français.
- Maintien des matières premières et notamment du pétrole à un niveau faible : le prix du baril de pétrole a connu son minimum (de 15 à 20 \$₂₀₁₄) entre 1950 et 1971. De même, l'or est restée pendant cette période évaluée à 35\$/once.
- Echange inégal entre pays du Nord et du Sud. Ces derniers pays importaient à un prix élevé les biens sophistiqués du Nord (ce phénomène a été analysé notamment par S. Amin).
- Absence de prise en compte de la contrainte écologique
- La nécessité de reconstruire puis de produire toujours plus a donné la main à la technocratie, notamment d'Etat en France, au détriment des actionnaires. Par exemple, le Dow Jones ajusté de l'inflation a triplé entre 1950 et 1965 mais il a perdu plus de la moitié de sa valeur entre 1965 et 1971 (guerre du Vietnam, hyper extension de l'empire américain, problèmes internes, ...).

¹ Source : Rapport sur les inégalités mondiales, WID 2018 pp 174 et 405

- La menace soviétique a permis aux classes populaires et moyennes d'Europe Occidentale de bénéficier des « dividendes du communisme » (contrairement aux habitants du Tiers-Monde qui ont souvent été dirigés par des dictateurs).

Cette période s'est donc traduite par un développement fort de l'Occident qui dictait ce qui avait de la valeur (ses produits) et ce qui en avait moins (les matières premières). Ceci est très clair si on analyse l'évolution du nombre de personnes par tranche de richesse per capita entre 1950 et 1971.²



En 1950, soixante-cinq pour cent de la population mondiale disposent d'une richesse annuelle de moins de 2.000 €₂₀₁₆. Il s'agit essentiellement des pays d'Asie et d'Afrique. L'Europe, après le désastre de la seconde guerre mondiale, dispose d'une richesse per capita d'environ 5.000 €₂₀₁₆ par an. L'Amérique du Nord est la plus riche avec une richesse per capita de 10.000 €₂₀₁₆.

² Note Méthodologique : pour ce graphe et les suivants, les sources sont le rapport sur les inégalités mondiales 2018 du WID (laboratoire de recherche animé notamment par Thomas Piketty) pour les années 1950 et 2016. Pour les autres années, les données proviennent de la Banque Mondiale.

Le WID produit des statistiques agrégées sur 12 régions : Europe, Russie/Ukraine, Chine, Inde, Japon, Autres pays d'Asie, Amérique du Nord, Amérique latine, Afrique du Nord, Afrique Subsaharienne, Australie/NZ, Autres pays d'Océanie. Ce découpage a la faiblesse d'agréger dans un même ensemble des pays très disparates comme par exemple le Bangladesh et les pays de la péninsule arabe. Le WID analyse le revenu national par habitant en PPA : ces données ont été converties en données nominales pour être comparables à celles de la Banque Mondiale..

Les données de la Banque Mondiale ont été analysées avec une granulométrie plus fine : le pays pour les pays avec une population de plus de 2M d'habitants. Les données correspondent au PIB par habitant.

En 1971, soixante-trois pour cent de l'humanité ne disposent toujours que d'une richesse par habitant inférieure à 2.000 €₂₀₁₆ alors que l'Europe et le Japon ont décollé entre 8.000 et 12.000 €₂₀₁₆ et les USA dépassent les 20.000 €₂₀₁₆ par habitant.

Le commerce mondial est multiplié par 7 (à partir d'une base faible) pendant cette période avec une domination des USA qui se tasse dans le temps : ce pays représente 21,7% des exportations mondiales et 13% des importations mondiales en 1948 contre 12,3% des exportations et des importations en 1973. Pendant toute cette période, les USA ont eu un commerce extérieur fortement excédentaire ce qui a assis leur domination sur le monde.

Cette période concrétise donc ce qu'Hubert Védrine appela « le monopole de l'histoire de l'Occident » (qui avait été ébréché pendant la seconde guerre mondiale). Toutefois, les conditions de l'obtention de ce monopole ont rendu sa durabilité impossible : les premiers craquements aux USA sont apparus dès la seconde moitié des années 60.

Les crises du printemps et de l'été 1968 sont plutôt liées à la nécessité de faire évoluer les mœurs privées et la société que des remises en cause économiques fondamentales (malgré une forte hausse des plus bas salaires en France).

Ces analyses montrent que cette période vécue comme faste par les couches populaires et moyennes d'Europe Occidentale et devenue mythique ne peut plus servir de référence ou d'objectif pour conduire une politique économique et sociale de nos jours. En revanche, ces analyses ne doivent pas non plus être interprétées de façon simpliste comme l'exploitation du Tiers-Monde par les couches moyennes et populaires occidentales.

II- « La crise »

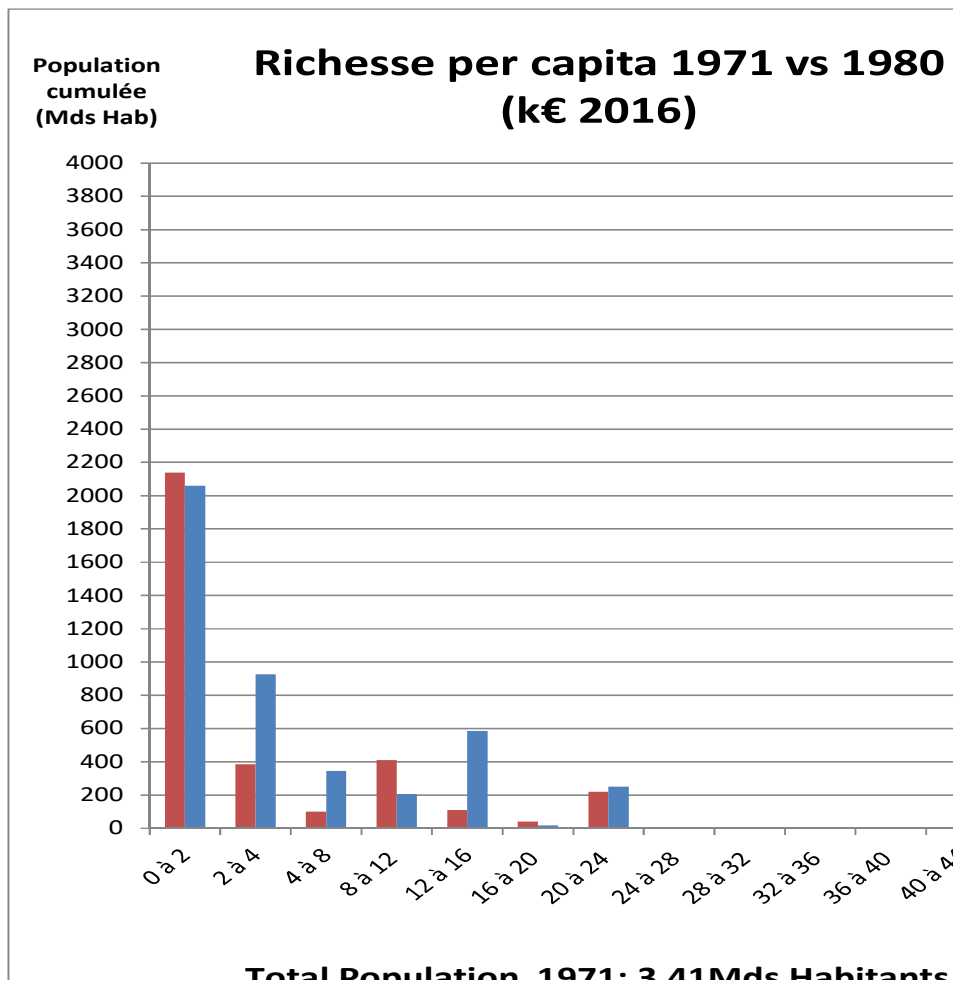
On date souvent la crise de 1975 qui fut, pour la France, la première année de récession depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

En fait, des signes avant-coureurs ont eu lieu avant 1975 :

- Forte baisse du Dow Jones ajusté dans la seconde moitié des années 1960
- Dès l'été 1971, les USA ont mis fin à la convertibilité du Dollar en or ce qui a conduit à une période d'instabilité monétaire et à la fin du système de Bretton-Woods
- La guerre Israélo-Arabe du Kippour, à l'automne 1973, a entraîné un fort relèvement des prix du pétrole qui va passer de 15 \$₂₀₁₄ à 60 \$₂₀₁₄ le baril en quelques semaines déclenchant une forte inflation puis une récession dans les pays développés. Un second choc aura lieu en liaison avec la révolution iranienne en 1979 où le baril passera au-dessus de 100 \$₂₀₁₄ le baril.

Cette période se traduit donc par le réveil des pays producteurs de matières premières (malgré la crise) et la césure du Tiers-Monde entre les pays possédant des ressources naturelles et les autres qui s'appauvrissent encore plus.

L'Occident connaît une période de croissance ralentie (le Dow Jones ajusté, qui s'était un peu repris en 1972/1973 va encore perdre 25 à 30% de sa valeur entre 1971 et 1980).



En 1980, encore 47% de l'humanité possèdent une richesse per capita inférieure à 2.000€₂₀₁₆ : ce sont les pays qui n'ont toujours pas décollé (Chine, Inde, Afrique subsaharienne). Les pays producteurs de matières premières ou qui ont entamé leur décollage émergent un peu en Asie et en Amérique Latine. L'Europe et le Japon continuent leur rattrapage malgré la crise et les USA connaissent une croissance ralentie

III- La transition (1980-2000)

Cette période va connaître de nombreux bouleversements politiques majeurs :

- En 1979, Deng Xiao Ping reprend définitivement le pouvoir en Chine et lance en 1981 le programme des 4 modernisations pour ouvrir l'économie chinoise au monde (avec notamment la création de la première Zone Economique Spéciale de Shenzhen)

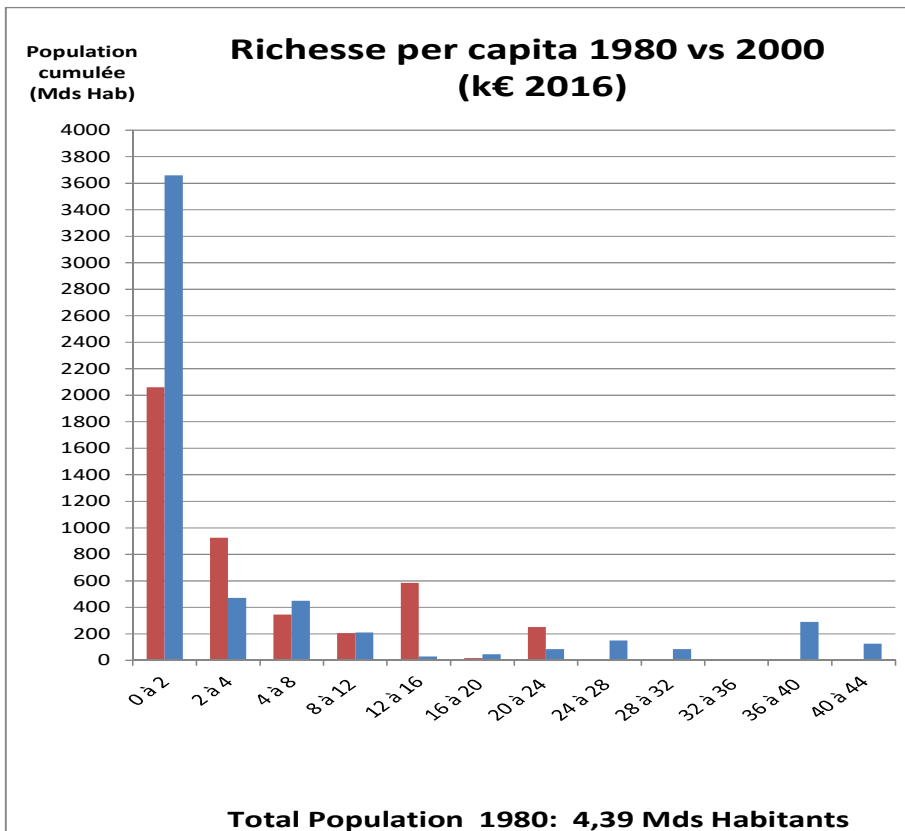
- Retour en force du libéralisme économique avec les victoires de M. Thatcher et de R. Reagan qui imposent la baisse des impôts, des privatisations, le recul généralisé de l'intervention de l'Etat et la dérégulation des marchés financiers avec une vision conservatrice au niveau sociétal
- Fin 1989, le monde assiste à la chute du mur de Berlin et à la dislocation de l'URSS en 1991
- La croissance de l'instabilité au Moyen-Orient avec la révolution chiite en Iran, la guerre Irak-Iran puis l'invasion du Koweït et la première guerre du Golfe
- La montée en puissance du Japon (que certains voyaient devenir numéro 1 mondial) suivie par une décennie perdue liée à une crise financière essentiellement interne (spéculation immobilière et boursière)
- La lente construction de l'Union Européenne (alors limitée à l'Europe de l'Ouest) avec une forte convergence sur les plans monétaire et économique qui vont aboutir à la création de l'Euro en 1999. Cette monnaie unique assortie de critères de convergence budgétaire stricts a été préférée à une monnaie commune qui aurait permis de tenir plus facilement compte des particularismes des différents pays et de gérer plus facilement les crises. Cette période permet à l'UE d'engranger des succès : victoire de la démocratie en Europe du Sud, forte croissance de l'espérance de vie (+ 5ans en 20 ans), meilleure protection des consommateurs et des travailleurs, amélioration de l'égalité Femme/Homme...

Ces bouleversements politiques vont entraîner de nombreux bouleversements économiques :

- Multiplication des crises financières en liaison souvent avec la dérégulation financière : caisses d'épargne américaines, Mexique, krach d'octobre 1987, bulle immobilière de 1990-1992, crise des devises notamment asiatiques et du rouble à la fin des années 1990, LTCM, ... qui ont eu un impact souvent négatif sur l'Occident mais avec des effets démultipliés sur les pays émergents qui en ont fortement souffert
- Baisse des prix du pétrole : le baril, qui avait atteint un maximum en 1979 à 100 \$₂₀₁₄ le baril, a vu son prix chuter de façon constante pendant cette période hormis un plateau lors de la première guerre du Golfe. En 1998, il tombe presque son plus bas historique à 20 \$₂₀₁₄. A cette époque, on peut se demander s'il n'a pas été manipulé par les USA avec l'aide de l'Arabie Saoudite pour parachever l'humiliation de la Russie.
- La croissance devient plus erratique notamment en France où des périodes de crise (1982-1983 ; 1991-1993) alternent avec des périodes de rebond (1988-1990 ; 1994-1995 ; 1998-2000). Cette croissance fortement ralentie par rapport aux Trente Glorieuses ne permet pas de contenir le chômage qui

passé de 5% de la population active en 1980 à 7,5% en 2000 avec un plateau à environ 10% entre 1993 et 1998. En outre, les chiffres du chômage en valeur absolue explosent en liaison avec la démographie positive de la France.

- Le commerce international continue sa progression en étant multiplié par 4 en 20 ans avec la Chine qui passe de 1% à 5% des exportations mondiales et les USA dont le commerce extérieur s'avère de plus en plus déficitaire.
 - Les délocalisations qui ont frappé les USA et l'Europe (pendant cette période où Internet n'existait pratiquement pas) ont été facilitées par les Nouvelles Technologies de l'Information (NTIC) mais aussi et surtout par l'évolution des outils de production. En effet, dans les années 60 et 70, les machines étaient très complexes et nécessitaient des réglages ou des équipes de maintenance très qualifiées ce qui rendait leur utilisation dans des pays émergents très onéreuse (expatriés) et peu pratique (manque d'ouvriers locaux bien formés). Le passage à l'électronique a fortement facilité le réglage et la maintenance des machines et donc les délocalisations.
 - Enfin, l'écart des salaires était à l'époque très élevé : en 1997, le SMIC Français mensuel était à 1150\$ contre des salaires de 100\$ par mois en Chine ; avec des cotisations sociales et des impôts souvent nettement inférieurs.
 - Même si les délocalisations n'ont généré qu'une partie de la baisse de l'emploi industriel en France, il faut noter que cet emploi est passé de 5,3M de personnes en 1980 à 3,8M en 2000 soit une baisse de 30%.



L'analyse de l'évolution entre 1980 et 2000 de la richesse per capita traduit les difficultés des pays émergents suite aux crises financières et à la baisse de certaines matières premières ainsi que la croissance démographique des pays les plus pauvres. Certains pays, qui avaient un peu émergé dans les années 70, retombent dans la pauvreté. En revanche, les pays les plus riches continuent à creuser et à toujours plus s'enrichir globalement. La victoire politique de la démocratie occidentale se traduit de façon brutale sur le plan économique : on ne peut pas vraiment parler de mondialisation heureuse !

IV- Mondialisation et Finance

Pendant la période 1980-2000, le monde a connu des bouleversements majeurs : nous allons assister à leur traduction économique entre 2000 et 2018.

La **mondialisation** va battre son plein avec l'essor de la Chine et la décomposition/recomposition des chaînes de valeur ajoutée via des délocalisations massives : une étude du MIT montre qu'un millions d'emplois industriels américains ont été perdus entre 1999 et 2011 du fait des délocalisations en Chine. L'emploi industriel en France a baissé de 20% entre 2000 et 2015. La stratégie des sociétés sans usine s'est révélée un mythe mais l'essentiel de la production des iPhone est sous-traitée.

Dernièrement, Pascal Lamy reconnaissait la légèreté des pays développés lors de l'admission de la Chine à l'OMC dès l'an 2000 qui pose des problèmes croissants au reste du monde. En fait, les patrons des entreprises occidentales n'ont pas pu résister à la possibilité d'employer 400 millions de personnes payées 100\$ par mois et à la tentation de fermer de nombreuses usines en Europe ou en Amérique du Nord.

Internet va jouer un rôle croissant malgré l'éclatement de la bulle boursière en 2001. Son trafic connaîtra une croissance de 80% entre 2017 et 2020 ! Son rôle est double :

- Internet est un formidable outil de communication qui facilite les échanges entre pays (y compris les délocalisations)
- Il est aussi à la base de la création d'une nouvelle industrie de haute technologie influente sur le plan culturel. D'énormes sociétés sont nées vers l'an 2000 : Amazon, Google, ... puis Facebook ou Netflix.

Sur le plan stratégique, dans de nombreux secteurs, « le gagnant rafle toute la mise » : un leader devient dominant au niveau mondial. Google représente une large majorité des recherches sur Internet (ce qui lui permet par exemple de détecter des épidémies avant les autorités sanitaires). Netflix et You Tube représentent 50% du trafic Internet aux heures de pointe en Amérique du Nord ; un milliard d'heures de vidéo sur You Tube étaient visionnées chaque jour dans le monde en 2017 !

Seule la Chine, à cause de la taille de son marché et de la protection de ses entreprises/ de son marché (pour de bonnes et de mauvaises raisons), peut résister à la déferlante américaine.

Internet qui est un formidable outil d'échange et de communication s'avère aussi un instrument implacable de massification de l'économie et de domination des sociétés américaines (même si certaines sociétés sont très jalouses de leur indépendance vis-à-vis du gouvernement comme l'a montré le refus d'Apple de déverrouiller un iPhone ayant appartenu à un terroriste).

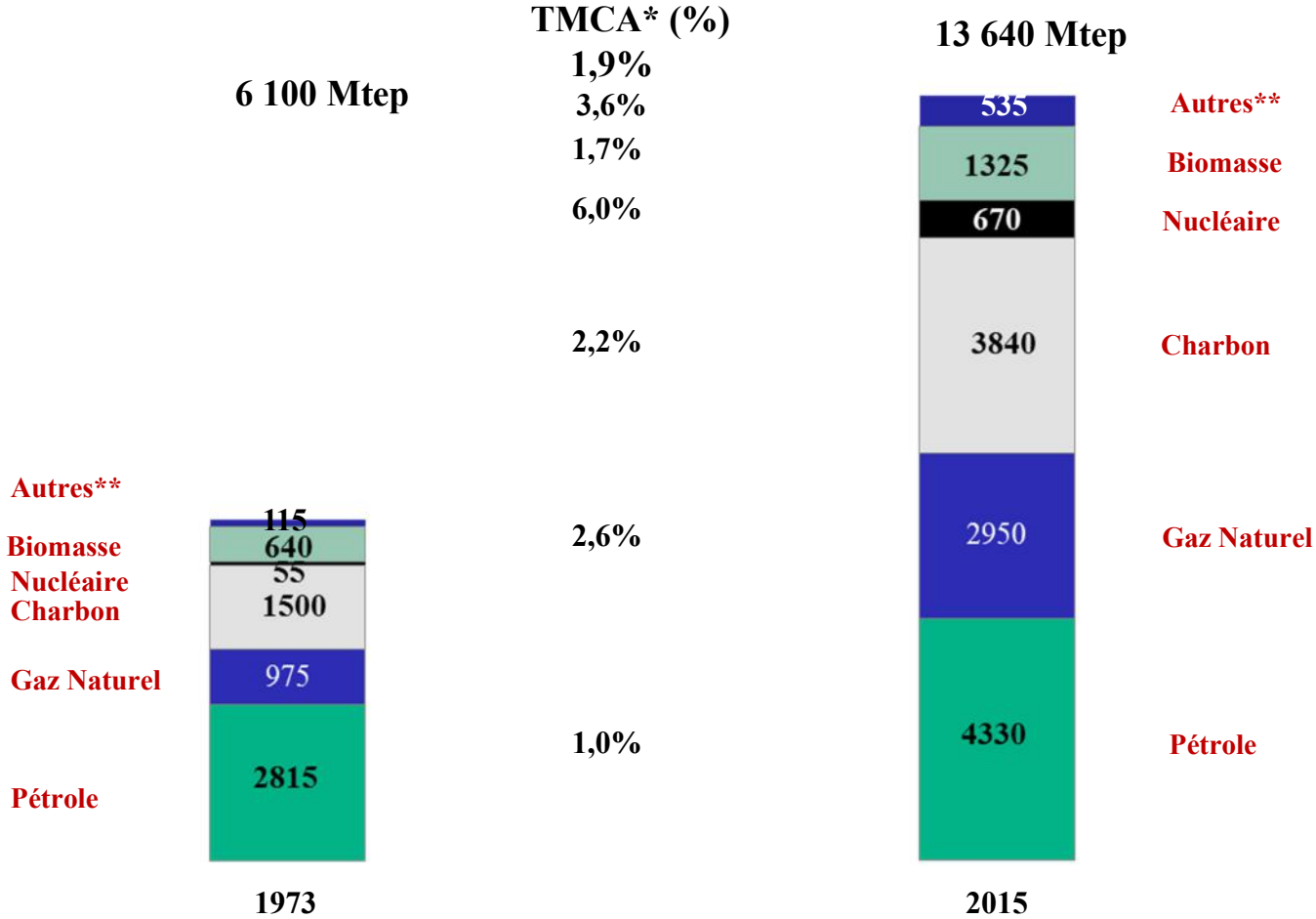
Le finance, malgré les crises survenues entre 1980 et 2001, revient en force :

- Croissance de la dette des ménages dans de nombreux pays pour maintenir la consommation à un haut niveau malgré la stagnation des salaires (pendant longtemps, les libéraux ont expliqué que la dette publique était nocive alors que la dette privée était saine : la Grèce et l'Espagne ont montré qu'un excès de l'une ou de l'autre pouvait conduire à la catastrophe. Il est évident que les marges des banques sur les opérations de dette privée sont supérieures à celles relatives aux opérations sur de la dette publique). Plusieurs rapports récents se sont inquiétés de retour d'un endettement global massif surtout en Chine qui reste assez opaque sur ce sujet.

- Créativité au niveau des nouveaux instruments financiers au début des années 2000 : prêts subprimes, CDO, CDS, titrisation, hedge funds, shadow financing, ... Chacun de ces outils bien géré a son intérêt mais c'est l'avidité du secteur financier pour toujours plus de profits qui a généré la crise de 2007-2008. Par exemple, un baril de pétrole change 100 fois de mains entre le puits et la pompe à essence : quel est l'intérêt économique de ces transferts ?
- Cette avidité a conduit à une « vampirisation » de l'économie réelle par la finance :
 - Croissance des profits des sociétés financières au détriment des sociétés non financières avec des exigences de retour sur investissement toujours plus élevées
 - Utilisation accrue des opportunités liées au dumping fiscal entre Etats et aux paradis fiscaux. Par exemple, l'Irlande a un taux d'imposition des bénéfices des sociétés de 12,5% contre 20 à 35% dans les autres pays Européens ce qui pose question. Cette situation très favorable n'a pas suffi à un géant américain qui a négocié un taux d'imposition de 1% en échange de quelques emplois. L'Europe subit la double peine : l'Irlande ne reçoit aucun impôt mais cette société américaine s'arrange pour déclarer tous ses bénéfices en Irlande ce qui assèche les finances publiques de tous les états Européens. En 2017, Google aurait transféré 20 milliards de \$ dans des paradis fiscaux !
 - Des aides et subventions sont captées par des institutions financières : en France, les Aides pour le Logement n'ont pas servi aux locataires mais ont fait monter les loyers au profit des bailleurs. De même, les sociétés pharmaceutiques dont les produits sont en fin de compte payés par les caisses d'assurance maladie ferment des centres de recherche et achètent des startups en biotechnologies à des prix très élevés permettant aux fonds les ayant financées des retours astronomiques.

Enfin, cette période est caractérisée par la prise de **conscience écologique**. La fameuse phrase de Jacques Chirac en 1995 lors de la COP à Johannesburg « Notre maison brûle mais nous regardons ailleurs » n'est plus valable. Nous ne détournons plus le regard, nous multiplions les colloques et publications mais nous ne faisons presque rien sauf peut-être localement d'embêter quelques automobilistes !

L'analyse de la production d'énergie dans le monde montre que les combustibles fossiles en 2015 représentaient 81,5% de la production d'énergie dans le monde soit guère moins qu'en 1973 !



* Taux Moyen de Croissance Annuel
 ** Energies renouvelables y compris hydroélectricité
 Mtep: Million de Tonnes équivalent-pétrole

Ce recours constant aux énergies fossiles peut toutefois, en partie, être expliqué par les faiblesses des énergies renouvelables (coût supérieur au début, intermittence et rendement limité, déphasage entre les périodes de production et de consommation, difficulté de stocker de l'énergie surtout sur longue période) ; leur caractère moins propre qu'il n'y paraît (recyclage des panneaux solaires et extraction de métaux rares) et la mainmise de la Chine sur certaines filières de production (panneaux solaires) ou sur certains composants (terres rares et aimants permanents pour l'éolien).

En parallèle, seule une réduction sensible et équitable de la consommation d'énergie permettra de maîtriser le dérèglement climatique. Cette démarche est rejetée par de nombreux pays ou consommateurs en partie parce que de nombreux élus ont une vision punitive de l'écologie. Le grand défi de la transition écologique est donc de ne pas être punitive (cf la réaction initiale des « gilets jaunes ») mais d'être mise en œuvre de façon pédagogique en faisant confiance à l'intelligence des citoyens.

L'agriculture représente un autre grand pan de la transition écologique. De nouveau des lobbies et l'attitude fermée de certains Etats empêchent toute avancée majeure dans ce secteur (les premières décisions du nouveau Président Brésilien sont très inquiétantes).

L'Europe s'élargit aux pays de l'Europe Centrale puis Orientale dont le niveau de vie est très inférieur à celui de l'Europe de l'Ouest et dont le passé politique est aussi différent : empire et domination soviétique avec une expérience faible de la démocratie libérale. En outre, les PECO, traumatisés par les années de domination soviétique, se rapprocheront rapidement des USA sur le plan de la défense : il vaut mieux un protecteur fort et lointain (les USA) qu'un protecteur faible et proche (l'Europe).

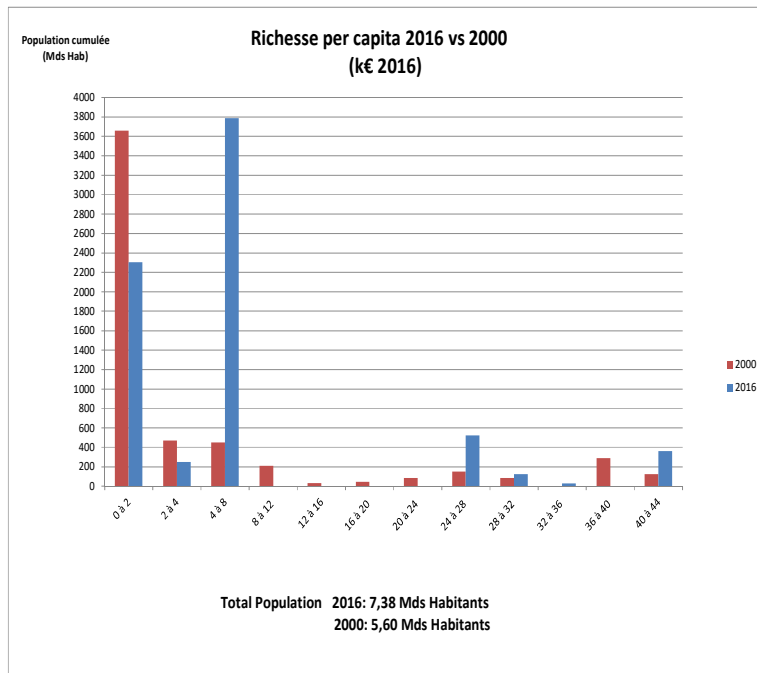
L'Allemagne entreprend une opération d'accroissement de sa compétitivité par les lois Schröder via une baisse des salaires et des avantages sociaux.

Cette reconfiguration de l'Europe entraînera un nivellement par le bas de toute ambition Européenne surtout sur le plan social. Beaucoup de pays vont se lancer dans le dumping social et fiscal.

La crise des subprimes américains se transforme rapidement en crise de la dette souveraine en Europe : l'Euro a permis aux pays de l'Europe du Sud de s'endetter à des taux faibles par rapport à la situation antérieure. En outre, les banques et institutions financières ont expliqué que la dette publique était mauvaise mais que la dette privée était vertueuse ce qui a conduit à une forte spéculation notamment immobilière en Espagne.

L'Europe s'est retrouvée dans une crise grave : bancaire et de la dette publique. Après les erreurs de JC Trichet, la BCE sous la direction de M. Draghi a fait ce qu'il fallait pour sauver l'Euro et l'Europe menacée de dislocation. Toutefois, ceci s'est traduit par un renforcement de la doctrine ordo-libérale de l'Europe où l'Allemagne accroît chaque jour son influence. La

décennie 2008-2017 aura été une décennie perdue pour l'Europe. Cette période calamiteuse connaîtra son point d'orgue avec le Brexit.



Entre 2000 et 2016, la part des pays les plus pauvres (<2.000 €₂₀₁₆ per capita) régresse de 47% à 31% de la population mondiale. Il n'y a pas eu de miracle pour l'Inde ni pour l'Afrique Subsaharienne. On assiste au décollage des pays émergents avec notamment l'essor de la Chine (dont la richesse per capita reste relativement modeste mais dont la richesse globale en fait la deuxième économie mondiale).

Les pays occidentaux maintiennent un écart sensible avec le reste du monde mais L'Europe et le Japon, empêtrés dans la crise financière, stagnent alors que les USA, portés par les secteurs de la haute technologie, l'énergie et la finance, creusent l'écart.

Même s'ils doivent faire face au défi Chinois, les USA ont tiré parti de cette période et de la crise de 2008 pour redevenir les maîtres du monde.

V- Premières conclusions

La période mythique des Trente Glorieuses a permis à la France de se redresser et de se structurer mais elle ne représente plus un modèle pertinent pour notre pays.

La crise économique des années 70 a été la traduction de l'essoufflement de certains excès des années 60 mais aucune sortie de crise par des méthodes classiques n'a été possible à l'époque. Les années 1980 à 2000 ont connu de tels bouleversements technologiques, économiques et politiques qu'il devint évident qu'il fallait totalement repenser les objectifs pour le XXI^{ème} siècle.

Ce travail n'a été qu'ébauché en ce début de siècle où la mainmise de la finance sur l'économie a généré la plus grande crise économique depuis les années 1930.

Face à ces problèmes, l'analyse économique globale montre un monde fragmenté sans doute mal armé pour les résoudre :

- Un tiers de l'humanité (essentiellement en Inde et dans l'Afrique subsaharienne) vit encore dans la misère ou dans une très grande pauvreté
- La Chine s'est réveillée et veut rattraper son retard pour effacer plus d'un siècle de soumission et d'humiliation. Sa puissance globale est importante et peut lui permettre de jouer dans la cour des grands dans certains secteurs. Cependant, sa richesse per capita reste limitée et elle doit faire face à des défis importants pour poursuivre son développement (démographie, pollution, inégalités, contrôle de sa dette, accès aux matières premières, ...).
- De nombreux pays émergents notamment en Asie ou en Amérique Latine alternent des périodes de décollage et de régression (le Brésil en est un parfait exemple)
- L'Europe et le Japon ont un niveau de développement enviable mais ils restent empêtrés dans la crise financière importée des USA en 2008 voire, pour le Japon, dans la crise du début des années 1990. L'Europe n'arrive pas à formuler un projet commun et l'élargissement aux PECO a été partiellement raté.
- Malgré quelques à-coups, les USA continuent à faire la course en tête et restent les maîtres du monde dans de nombreux domaines.

Même si on ne peut que se réjouir du décollage (souvent limité) de certains pays émergents et d'une moindre emprise de l'Occident sur le monde, on ne peut qualifier la mondialisation actuelle d'heureuse pour une fraction importante de l'humanité ! Il est amusant de noter que le porte-parole du FMI, qui a toujours défendu le libre-échange, a déclaré, au lendemain de l'élection de D. Trump, que la mondialisation doit désormais profiter à tous.

B- Analyse sociale

I- De la fraternité à la sécession des riches

L'analyse économique précédente était globale et a considéré les pays ou les zones géographiques comme des entités homogènes ou avec des projets communs. C'était

souvent pertinent pendant la période d'après-guerre où la forte croissance a permis une légère baisse des inégalités de revenus et une baisse plus sensible des inégalités de patrimoine dans les pays développés

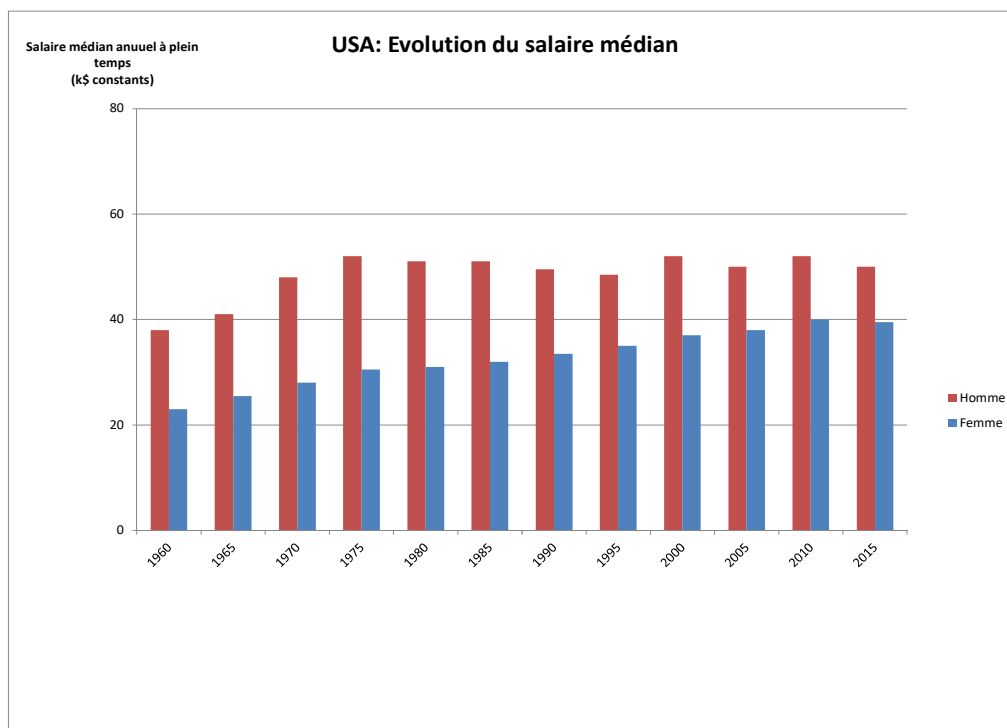
Part du patrimoine national du centile supérieur

(Source : WID 2018)

	1945	1980
France	30%	17%
GB	47%	23%
USA	31%	23%

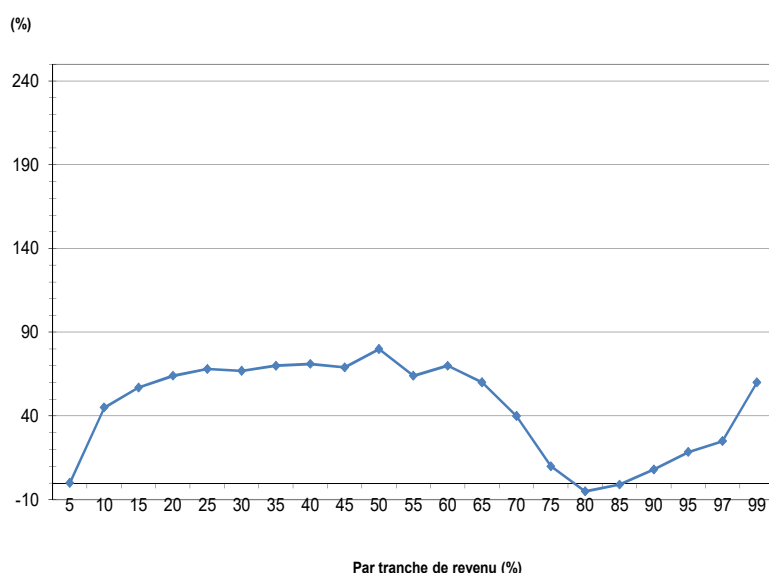
Les mutations technologiques, la dérèglementation financière et la mondialisation ont fortement influencé l'évolution entre 1980 et 2016.

Les salaires des couches moyennes et populaires ont été soumis à une forte pression. Par exemple, aux USA, le salaire médian des hommes blancs a connu son pic en \$ constants au début des années 1970 ! C'est certes lié à des facteurs internes aux USA et le salaire médian des femmes a continué son rattrapage mais cela peut expliquer la frustration croissante des couches moyennes et populaires aux USA, notamment blanches, qui ont voté massivement pour D. Trump dans les Etats sinistrés par la mondialisation.



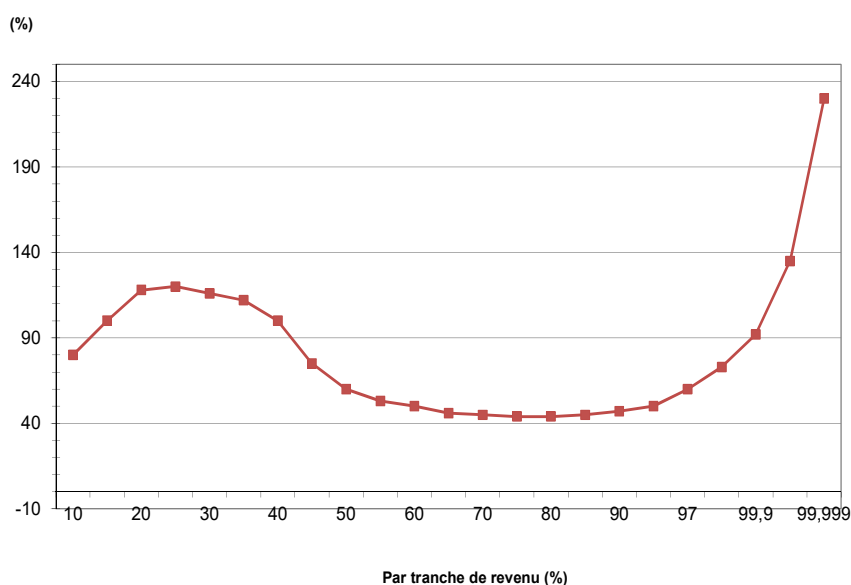
Les pays émergents ont vu apparaître une couche moyenne mais les inégalités ont continué à croître. Ce phénomène a été documenté dès 2012 dans une étude de la Banque Mondiale par l'économiste B. Milanovic sans vraiment attirer l'attention avant 2018. Dans son graphique initial, surnommé le « graphique de l'éléphant », il analyse l'évolution en termes réels des revenus des ménages dans le monde entre 1988 et 2008 en fonction de leur richesse (décile puis centile). Une étude similaire a été réalisée par le WID sur la croissance du revenu national par adulte. Les deux études montrent un phénomène similaire de développement des couches moyennes dans les pays émergents et de forte pression sur les couches moyennes et populaires des pays développés avec un enrichissement important des plus riches donc une croissance des inégalités.

Evolution du revenu réel des ménages- BM Milanovic
1988-2008



Le graphique de WID 2018 a la même forme générale mais avec des chiffres de croissance nettement supérieurs car il couvre une période presque double (1980-2016 vs 1988-2008) qui comprend la période 1980-1988 qui fut assez favorable aux pays développés et car il analyse le revenu national par adulte qui comporte des éléments additionnels aux revenus.

**Evolution du revenu national par adulte WID 2018
1980-2016**



La période récente a été marquée par la croissance des inégalités en matière de revenu. La part des 10% les plus riches croît souvent et atteint des niveaux très élevés dans de nombreux pays émergents :

Part du revenu national des 10% les plus riches

	2000	2016
Europe	34%	37%
USA/Canada	44%	48%
Russie	49%	46%
Chine	35%	41%
Brésil	54%	55%
Inde	40%	54%
Moyen-Orient	62%	60%
Afrique subsaharienne	54%	55%

Ce phénomène se conjugue avec une baisse du capital public net (le capital de ceux qui n'en ont pas) qui provient de deux phénomènes majeurs: les privatisations et l'endettement des Etats notamment pour éviter une trop forte chute de l'activité durant les crises.

Part du capital public net (% patrimoine national global)

	1980	2000	2015
France	17%	9%	3%
Allemagne	28%	9%	4%
Grande Bretagne	28%	4%	(4)%
USA	13%	8%	(4)%
Japon	19%	14%	4%
Chine	68%	41%	31%

Derrière ces statistiques et ces chiffres impersonnels, il y a des vies souvent gâchées : des mères qui se privent de dîner pour nourrir leurs enfants, des enfants qui vont le matin à l'école sans avoir pris de petit-déjeuner, des gens qui perdent leurs biens voire leur vie quand leur immeuble s'effondre à Marseille ou des enfants dont les écoles primaires sont des bâtiments insalubres comme dans les quartiers Nord de Marseille ; voire des gens qui sont obligés de passer trois heures par jour dans les transports pour aller travailler. Heureusement, l'intensité des conflits armés a fortement baissé malgré la Syrie, le terrorisme, ... Cependant, la guerre économique que nous vivons, si elle ne fait plus des morts ou des mutilés comme les conflits passés, reste très violente avec son lot de chômeurs, d'exclus ou de personnes souffrant de dépressions ou de troubles physiques.

Une analyse plus fine des inégalités en France serait nécessaire sur 3 niveaux :

- Les experts du sujet indiquent que les inégalités au niveau des revenus bruts sont très élevées
- En revanche, la France a socialisé beaucoup de secteurs comme la santé, les retraites, l'éducation, une partie du logement,avec des systèmes de péréquation. Les inégalités après redistribution sont beaucoup donc plus faibles mais ce n'est pas toujours ressenti par les bénéficiaires pour qui c'est devenu un acquis. D'autre part, il faut séparer ce qui relève des systèmes nationaux donc homogènes dans tout le pays de ce qui relève des collectivités locales qui seront plus ou moins généreuses en fonction de leurs ressources ou de l'orientation politique des élus. Cette socialisation subit actuellement des attaques massives sous prétexte que ce seraient des dépenses « publiques » donc nocives ou mal gérées. En fait, ces attaques visent à diminuer les péréquations et donc à diminuer les transferts aux plus pauvres.
- Enfin, depuis quelques années, la montée des charges locatives, des assurances ou des coûts de transport, la quasi obligation d'être connecté à Internet ou d'avoir un téléphone portable ont fait exploser les dépenses contraintes. Le reste disponible après ces dépenses contraintes s'avère très faible pour les ménages modestes.

De plus, l'accroissement des inégalités n'est pas que monétaire. Des livres comme « Le Ghetto Français » d'Eric Maurin, « La France invisible » de S. Beaud ou « La France périphérique » de C. Guilluy ont bien montré depuis bientôt 15 ans comment les plus riches recherchent l'entre soi (stratégie qui est dupliquée par les couches moyennes supérieures puis les couches moyennes, ...) et accaparent les meilleurs équipements culturels ou les meilleurs lycées pour leurs enfants.

A l'inverse, la hausse des loyers rejette certaines personnes toujours plus loin du centre des métropoles dans des zones mal pourvues en services publics de qualité. Ces personnes se sentent de plus en plus méprisées voire ignorées. Cette France rurale ou périphérique est de plus en plus ignorée dans les statistiques : par exemple, l'INSEE a établi un découpage de la France en aires urbaines qui ignore près de 20% de la population Française (comme certaines études du début des années 1990-2000, aveuglées par la vague Internet, ont occulté le rebond du travail non qualifié).

C- Analyse politique

La structuration forte droite/gauche de l'après-guerre s'est étiolée par le ralliement progressif des forces social- démocrates au libéralisme. Cette évolution a été parachevée par l'effondrement, heureusement pacifique, de l'URSS en 1989-1991. Malheureusement, nous n'avons pas assisté à la fin de l'histoire avec le triomphe d'une démocratie libérale apaisée. La période qui a suivi a été marquée par l'avidité croissante de la finance qui déclenché plusieurs crises (cf supra) et par l'incapacité des USA voire des occidentaux à élaborer un système multilatéral équitable. L'Europe n'a pas non plus su construire une entité post-nationale qui aurait pu servir de modèle.

Les sociétés se sont avérées plus complexes. Les crises ont détourné des peuples de la démocratie à l'occidentale et fait resurgir le besoin de repères souvent identitaires.

Le monde politique, notamment sous l'influence des nouvelles technologies est devenu plus incertain et plus fluide laissant la place à des politiciens plus cyniques et changeants.

Les corps intermédiaires ont vu leur influence décroître fortement. L'évolution du parti Socialiste Français est un bon cas d'école de toutes ces transformations mal maîtrisées.

I- La structuration droite/gauche de l'après-guerre

La période 1945-1990 a été marquée par l'opposition entre les USA et l'URSS au niveau mondial et entre la droite et la gauche au niveau de nombreuses démocraties occidentales. Tout essai de troisième voie, comme par exemple le mouvement des non-alignés, s'est soldé par un échec. La Chine, plus ou moins alliée de l'URSS, a connu de nombreuses turbulences dramatiques qui ont fait plusieurs dizaines de millions de morts et ont laissé le pays exsangue à la fin des années 1970.

En France, l'opposition droite/gauche s'est transformée en caricature avec le retrait du Parti Communiste et sa mise en quarantaine par les autres partis. La France sera alors gouvernée par des gouvernements centristes jusqu'en 1958 puis gaullistes de 1958 à 1974. Cette situation a arrangé les gaullistes. André Malraux disait à l'époque « Entre nous et les communistes, il n'y a rien » et Charles Pasqua voyait la droite au pouvoir jusqu'en l'an 2000 au moins si elle ne commettait pas d'erreur majeure.

Les événements de mai 1968 ont eu un effet social limité mais ont contribué à une profonde modernisation de la France sur le plan des mœurs notamment sous la présidence Giscard d'Estaing.

La gauche, après la déroute de la SFIO qui avait trahi ses idéaux notamment pendant la guerre d'Algérie, s'est requinquée dans les années 1970 via la stratégie de Programme Commun et de rénovation du PS initiée au Congrès d'Epinais par François Mitterrand. A la fin des années 1970, le PS devient un parti hégémonique (au sens de Gramsci) : premier parti ouvrier, premier parti écologique, premier parti féministe, avec un important réseau de jeunes élus dans les collectivités locales.

La gauche prend le pouvoir en France en 1981 avec un programme de rupture mais dans un contexte économique difficile et, surtout, avec un retour en force de la pensée libérale en économie et conservatrice sur le plan des mœurs en Grande-Bretagne et aux USA. La gauche allemande s'était déjà alignée sur le libéralisme économique dès 1959 à Bad Godesberg.

Le gouvernement Français s'est rapidement heurté à des difficultés économiques qui l'ont conduit à ouvrir la parenthèse jamais refermée de la rigueur. Elle n'a jamais pu tisser de vrais liens stratégiques avec des partis proches en Europe du Sud (socialistes ibériques ou communistes italiens)

Malgré cet échec, l'habileté de F. Mitterrand (qui a joué un jeu dangereux avec le Front National) et les erreurs de J. Chirac permettront au PS de se maintenir au pouvoir pendant l'essentiel de la période 1988-2002.

Ce PS au pouvoir s'est assagi sur le plan idéologique et s'est de facto rallié au libéralisme dominant (TINA): dérégulation des marchés financiers, conversion à l'Europe libérale avec le Traité de Maastricht, acceptation de l'Euro comme monnaie unique et non commune, abandon du projet de J. Delors d'un projet d'Europe sociale, ouverture des frontières, passage du ni nationalisation ni privatisation de 1988 aux privatisations de la fin des années 90 et à la remise en cause de certains services publics, ouverture souvent sans contrepartie des frontières, ... En dépit de ces renoncements, le PS arrive encore à faire passer des mesures sociales parfois significatives malgré des faiblesses : le RMI (mais avec un volet insertion vite oublié), la CSG (mais non progressive), la loi contre l'exclusion, les emplois subventionnés souvent pour les jeunes, les 35 heures (mais avec blocage des salaires pendant plusieurs années),

Malgré la chute de l'URSS, la vie politique Française a continué presque comme d'habitude avec la poursuite du déclin du Parti Communiste et l'apparition des Ecologistes. La rupture s'est produite brutalement le 21 avril 2002 quand Lionel Jospin se voit devancé par JM Le Pen et exclu du second tour de l'élection présidentielle malgré un bon bilan macroéconomique.

II- **Bouleversements et mutations 1995-2018**

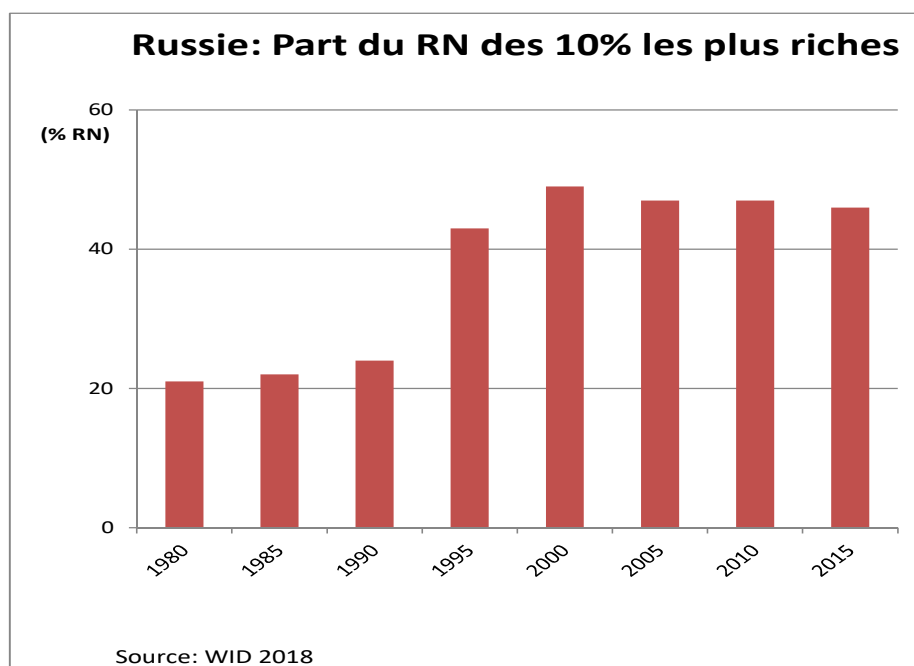
Tous les pays n'ont pas connu la césure entre la période d'après-guerre et la période actuelle au même moment mais elle a eu lieu entre 1992 et 2002.

La chute de l'URSS signifiait pour certains la fin de l'histoire avec la victoire définitive de la démocratie libérale occidentale sous l'ombre de l'hyperpuissance américaine.

La démocratie a progressé dans de nombreux pays et on ne peut que s'en réjouir surtout quand, comme au Brésil, cela s'est accompagné de la sortie de la pauvreté de quelques dizaines de millions de personnes. Même si la situation n'est pas parfaite, de nombreux pays d'Europe du Sud, d'Amérique Latine, d'Asie ou d'Europe de l'Est ont connu une nette amélioration (élections, respect de certaines libertés, ...).

Toutefois, la transition démocratique s'est moins bien passée dans des pays avec une faible expérience de ce mode de gouvernance : la Russie en est un archétype. Grâce à Monsieur Gorbatchev, le démantèlement de l'URSS s'est fait pacifiquement mais cette période reste pour les Russes un moment catastrophique :

- Application d'une thérapie de choc libérale imposée par l'Occident
- Croissance des inégalités et corruption généralisée. La moitié des Russes ont vu leur part du RN baisser entre 1980 et 2015 en devise constante



- La forte baisse des cours du pétrole à la fin des années 1990 a créé une crise économique grave
- L'engagement des USA à M. Gorbatchev de ne pas interférer dans la sphère d'influence russe n'a pas été respecté.

Les Russes ont donc vécu la décennie 1990 comme une période d'humiliation continue et ils rejettent la démocratie comme système politique. Leur expérience a fortement influencé les leaders Chinois et les a convaincus de ne pas libéraliser leur système politique.

Les années récentes ont marqué le déclin du multilatéralisme dont les résultats étaient maigres (pour les pays émergents ou lors de la signature d'accords sur le climat non contraignants et non financés) et qui gênait la volonté de puissance retrouvée des USA (notamment à l'OMC déjà mise à mal par les USA sous la présidence Obama). L'arrivée de Donald Trump à la tête des USA a sonné le glas du multilatéralisme : blocage de l'OMC par le refus de certaines nominations, sortie de l'UNESCO, sortie de l'accord de Paris sur le climat, renégociation de l'ALENA, tête à tête avec la Chine,

L'Europe aurait pu être un contre-exemple de construction politique privilégiant le droit, la coopération, l'échange et la bienveillance. Elle a été incapable de se réformer dans le sens d'une meilleure prise en compte des aspirations populaires et reste un bastion du dogme libéral : quand on place à la tête de la Commission le Premier Ministre d'un des principaux paradis fiscaux européens, on ne doit pas être étonné du résultat ! Actuellement, la Commission, par peur de se retrouver à l'été 2019 avec un Parlement difficilement contrôlable, est en train d'essayer de faire passer un maximum de textes gravant dans le marbre le libéralisme économique qu'elle range dans l'état de droit au même niveau que la séparation des pouvoirs ou la liberté de la presse alors que ce type de choix économique devrait être débattu sous peine de devenir totalement idéologique. Par exemple, la vision de la Commission Européenne de la concurrence est très pénalisante : elle vise à privatiser et à casser les services publics d'une part ; sans permettre non plus l'émergence de champions européens de l'autre (Péchiney a été détruit par le refus par la Commission d'entériner une fusion favorable avec Alcan ; le même scénario est en train de se répéter dans les TGV avec les difficultés de la fusion Alstom/Siemens).

Ces exemples parmi d'autres montrent que la démocratie libérale sous influence américaine n'est pas forcément bienveillante et cette situation a réveillé des crispations identitaires et a montré que les sociétés sont compliquées (l'Homme ne se nourrit pas que de pain !).

III- Des sociétés compliquées

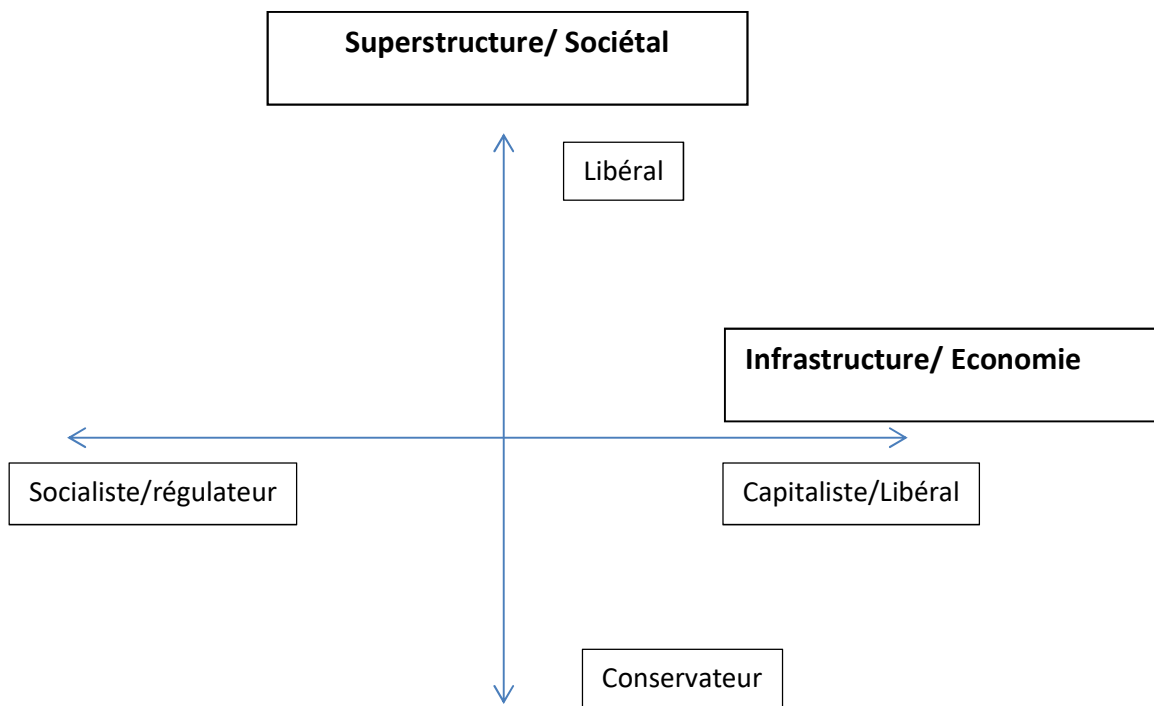
La pertinence de la structuration « Droite/gauche » ou « capitalisme/socialisme » autour de la simple économie, qui a prévalu pendant des décennies, s'est érodée :

- Chute de l'URSS
- Victoire du libéralisme dans les années 80/90

- Déclin des corps intermédiaires et croissance de l'individualisme
- Abandon par la social-démocratie notamment en Europe des couches populaires et du social au profit du sociétal
- Emergence de nouveaux problèmes comme la protection de l'environnement voire les pandémies ou les migrations

La médiocrité des résultats de la démocratie libérale dans de nombreux pays a créé des crispations identitaires ou des replis sur soi qui ont changé la donne politique.

Toute analyse politique doit être au moins bidimensionnelle :



D. Cohen dans son livre « Il faut dire que les temps ont changé » rappelle (pp 146-147) les travaux du psychologue Shalom Schwartz (avec des axes un peu différents) sur plusieurs pays qui ont montré la permanence de quatre groupes d'importance similaire : les idéalistes, les opportunistes, les hédonistes et les fascistes. Les moments historiques forts ou les grandes ruptures montrent des alliances ou des basculements entre ces 4 groupes : « ce ne sont pas les passions humaines qui changent mais les circonstances ». On pourrait aussi étudier la complexité des sociétés à partir des travaux d'Emmanuel Todd. Il est à noter que la révolution économique libérale notamment aux USA s'est réalisée avec un fort retour du conservatisme sur le plan des mœurs ou des idées (créationnisme, attaque contre des cliniques pratiquant l'IVG, ...).

Comme le faisait remarquer D. Cohen dans son dernier ouvrage (p. 118), l'ennemi des couches populaires est le surmoi des élites. Pendant longtemps, les élites Françaises n'ont

pas voulu analyser les causes profondes du vote Front National préférant les discours moralisateurs sur l'indignité de ce vote ou le lâche soulagement après la victoire finale d'Emmanuel Macron. En outre, la gauche française a oublié que le graphe ci-dessus indique qu'une partie des électeurs de « gauche » sur le plan économique et social sont aussi conservateurs au niveau sociétal. L'évolution des partis de gauche du social vers le sociétal (PS mais aussi Les Verts) n'a pas été suivie par une partie de l'électorat de gauche qui s'est trouvée orpheline.

Au-delà des fractures économiques (la sécession des riches analysée dans la partie B), nos sociétés sont confrontées à d'autres fractures notamment géographiques : métropoles bénéficiaires de la mondialisation heureuse, banlieues qui accueillent les nouveaux arrivants et qui ne sont parfois qu'un sas et périphérie/ruralité avec des gens qui cumulent beaucoup de handicaps et de frustrations (la ruralité heureuse existe rarement). Bernard Stasi remarquait, il y a 25 ans, qu'il était plus facile de prôner le vivre ensemble dans un des plus riches arrondissements de Paris que dans une cité dégradée de banlieue.

Depuis 30 ans, on assiste à une forte montée de l'individualisme mais Robert Castel nous montre qu'il ne faut pas confondre l'individualisme par excès de ceux à qui la vie sociale réussit, qui peuvent se croire affranchis des conventions sociales, et l'individualisme par défaut qui frappe les couches populaires qui perdent confiance en eux (en France, on compte plus de 2 millions de personnes « mortes socialement » c'est-à-dire quasiment sans contact avec d'autres personnes). Cette tendance va de pair avec l'affaiblissement des corps intermédiaires (syndicats, associations, partis politiques, mais aussi familles, églises, ...). Cette nouvelle situation sied particulièrement à la mondialisation libérale ou au développement des nouveaux médias qui recherchent « du temps de cerveau disponible » comme le promettait P. le Lay et un face à face toujours plus intense avec les écrans. Elle traduit aussi l'évolution du monde ouvrier décrite par E. Maurin dans « L'égalité des possibles » en 2002: on assiste à la baisse du nombre d'ouvriers de « type industriel » avec la fermeture des grands sites industriels (Billancourt) ou leur forte automatisation (automobile) au profit des ouvriers de « type artisanal » qui travaillent chez des sous-traitants ou dans des PME et des ouvriers affectés à la logistique. Ces deux dernières catégories n'ont pas la même histoire que les ouvriers traditionnels ce qui génère des comportements différents par exemple sur le plan électoral : le Front National pénètre beaucoup plus facilement le monde ouvrier dans les deux dernières catégories. De plus, les syndicats traditionnels n'ont souvent pas été capables dans les années 1970-1990 d'accueillir ces nouvelles populations ouvrières ou les femmes ouvrières qui ont souvent été marginalisées voire méprisées par les métallos, les dockers, ... Le livre de Florence Aubenas « Le quai de Ouistreham » décrit bien la vie des ex-ouvrières de Moulinex prolétarisées voire méprisées qui se sont, pour certaines, tournées vers le Front National.

Des analyses plus anciennes (2007) de Pierre Cahuc et Yves Algan ont porté sur le niveau de confiance dans la société Française. Leur étude a montré que la France était un pays où le

niveau de confiance entre les citoyens était parmi les plus bas. Ceci est corroboré par d'autres enquêtes montrant un niveau de bonheur ou d'optimisme faible par rapport aux autres pays : certaines enquêtes voyaient les Français comme aussi pessimistes que les Afghans ou les Irakiens ! Des études plus précises devraient être conduites pour déterminer les raisons de cet état : défaite de 1940, régime de Vichy, perte de l'empire colonial, préférence de certaines élites pour la rente, malaise des catholiques face à l'argent et à la réussite, rabâchage des élites que la France est devenue une puissance moyenne, contradiction entre des Français qui voudraient que l'Europe soit une France en grand et la réalité libérale de la construction Européenne, ... Ce malaise collectif ne facilite pas la confiance ni d'éventuelles réformes ou évolutions nécessaires. Cette défiance se porte d'abord contre les hommes politiques et souvent contre les journalistes comme l'analysait R. Cayrol dans son livre « La nuit des politiques » dès 2006.

A la lumière de ces analyses, on peut dire que la crise des banlieues de 2005 était un appel de la part des jeunes de ces quartiers : ils voulaient être intégrés à la République. L'absence de réponse de fond plus l'attitude passive voire complice de certains élus ont conduit certains quartiers au repli sur soi souvent alimenté par des trafics. Ce repli s'accompagne souvent de dérives identitaires (l'identité est ce qui reste à ceux qui ont tout perdu) mais sur la base d'une identité souvent irréaliste ou fantasmée.

Cette situation n'est pas propre à la France. E. Todd, dans son ouvrage « Où en sommes-nous ? » montre l'évolution de la classe moyenne/ moyenne inférieure blanche américaine laminée par les délocalisations et lâchée par les blancs les plus aisés. L'unité de la communauté blanche, qui se faisait en rejet des autres communautés, sous prétexte d'amélioration du niveau d'éducation, d'ascenseur social ou de Rêve Américain, a volé en éclat avec la baisse du niveau de rejet des riches blancs des autres communautés. Les riches blancs choisissent leurs amis plus en fonction de leurs revenus que de leur appartenance ethnique ! Cette situation a permis à D. Trump de gagner les quelques états pivots frappés par la crise notamment la désindustrialisation et de se faire élire président.

L'apparition des « Gilets Jaunes » n'est donc pas un coup de tonnerre dans un ciel serein : certaines mesures apparemment anodines pour un technocrate de Bercy (baisse de 5€ par mois des APL ou augmentation de quelques centimes d'Euro par litre de l'essence) peuvent conduire à des révoltes sociales de grande ampleur voire très violentes car elles déclenchent chez certains des pulsions négatives longtemps refoulées. De plus, beaucoup de « Gilets jaunes » ont pu reconstruire sur les ronds-points une communauté et retrouver le sens de la fraternité que leur isolement dans le périurbain leur avait confisqué.

Il devient alors évident que des mesures économiques de soutien (même de grande ampleur comme les 10 à 15 milliards d'Euros lâchées en décembre par le gouvernement au mépris de l'orthodoxie ordo-libérale et des remontrances faites quelques jours plus tôt aux Italiens sur leur projet de budget) ne résoudre pas forcément en profondeur le problème. Il faut aussi noter qu'une partie significative de cette somme n'est que le résultat de transferts qui

risquent de se faire au détriment d'autres prestations (avec par exemple la « réforme » des retraites qui vise à faire baisser le montant des pensions)

IV- Les mutations technologiques

L'émergence de la complexité des sociétés a été facilitée par l'évolution technologique.

La télévision traditionnelle a conforté la vision du Général de Gaulle d'un Président en communication directe avec le peuple. Cet accès direct de quelques personnes avec leurs électeurs a rendu caduques bien des actions de propagande classique (distribution de tracts, collage d'affiches, porte à porte, ...) et a fait croire à certains leaders politiques qu'ils pouvaient se passer d'un parti de militants voire d'un réseau d'élus. Cette méprise ont conduit R. Barre à l'échec en 1988.

De plus, un parti structuré faisait remonter des idées ou l'humeur de la population auprès des dirigeants. Ce mouvement du bas vers le haut a été vite ignoré au profit des **sondages** qui ont conduit certains hommes politiques a pratiqué une politique « au gré du vent » sans conviction ni repère. Cette « démocratie sondagière » qui cherche à capter l'émotion ou l'air du temps est le contraire de la démocratie.

La télévision « moderne » a vu l'explosion du nombre de chaînes à la fin des années 80 puis l'arrivée des chaînes d'information en continu qui ont totalement modifié la notion de temps en politique. En effet, on assiste à une collision entre les temps des politiques (une politique éducative ou énergétique ne produit pleinement ses effets qu'au bout de 10-15 ans), le temps des élections (5 ans depuis le passage au quinquennat et l'inversion du calendrier électoral) et le temps des chaînes d'informations en continu (quelques heures). L'ancien conseiller en communication du Président Clinton expliquait comment il faisait produire par les équipes de la Maison Blanche du contenu pour ces chaînes de télévision tous les jours à 8h, 14h et 19h. Ceci lui permettait de les alimenter et de « contrôler » leur diffusion.

Malheureusement, la prolifération des chaînes d'information en continu se traduit par la fausse impression d'être toujours plus informé alors que les sujets clés ne sont pas souvent traités au profit du sensationnel, de débat d'experts auto-proclamés ou de dialogues de sourds entre politiciens égrainant des éléments de langage préparés par leurs communicants. A l'inverse, des émissions de fond comme Arrêt sur Image ou C dans l'air permettent une véritable amélioration du niveau d'information des Français.

Enfin, **les réseaux sociaux** constituent depuis 2010 un nouveau vecteur de diffusion politique.

Leur rôle pendant les « printemps arabes » leur a donné une image très positive dans la promotion de la démocratie. Des régimes totalitaires comme le régime chinois cherchent à les contrôler totalement puisque le gouvernement chinois envisage de mettre en place un

système de notation sociale en fonction des sites visités (de mauvaises notes ne permettront plus d'accéder à certains emplois ou de mettre ses enfants dans de bonnes écoles).

Cependant, les travers réels et potentiels sont vite apparus :

- Propagation de fausses nouvelles voire d'écrits racistes ou antisémites. La liberté doit reconnaître les limites fixées par la loi.
- Manipulation de l'information comme l'a montré l'affaire Cambridge Analytica avec Facebook. Les tweets de D. Trump, dont le contenu sur un sujet peut varier d'un jour à l'autre, influencent parfois très négativement la vie de centaines de millions de personnes.
- La création d'algorithmes cherchant à apparier les membres des réseaux avec ceux qui partagent leurs idées appauvrit le débat démocratique et favorise la diffusion de fausses nouvelles.
- Sur le plan personnel, passer plusieurs heures par jour sur les réseaux sociaux donne un faux sentiment d'appartenance ou de reconnaissance et accentue l'isolement réel des membres.

Ces travers sont inhérents au modèle d'affaires des réseaux sociaux. Un réseau social n'est pas une joyeuse communauté un peu libertaire ou post-soixante-huitarde qui échange sans contrainte mais des sociétés capitalistes qui valent des centaines de milliards de \$ en bourse. Google vaut près de la moitié de l'ensemble des valeurs du CAC 40 et Facebook le quart !

Les revenus de Facebook sont à 98% tirés de la publicité et ceux de Google à 90%. En outre, Google est en position hégémonique sur les recherches pour Internet avec une part de marché de 90% (hors Chine). Il faut donc que les annonceurs s'y retrouvent et qu'ils aient la garantie que leur publicité sera dirigée vers les meilleurs cibles (d'où les algorithmes et les débats sur la protection des données personnelles). Cette situation conforte l'adage : « si c'est gratuit, le produit c'est vous ! »

Les réseaux sociaux sont la nouvelle langue d'Esopé : la meilleure et la pire des choses.

Ces évolutions technologiques et les considérations précédentes sur la complexité croissante des sociétés ont considérablement affaibli les partis politiques traditionnels

V- Le déclin des partis politiques traditionnels

La politique s'est fortement professionnalisée avec des personnes qui ont fait de la politique une carrière à plein temps et non une activité militante en sus d'autres activités professionnelles ou autres. Ceci a fortement appauvri la qualité du personnel politique même si on a besoin d'expertise dans certains domaines complexes. Toutefois, les spécialistes doivent se soumettre à une exigence de transparence (expliquer clairement aux

citoyens les enjeux techniques et leurs conséquences) et de débat (admettre le primat du débat démocratique éclairé sur les conclusions techniques).

Après d'autres partis politiques comme le parti Radical, la SFIO ou le Parti Communiste, le Parti Socialiste a connu une longue descente aux enfers en partie à cause d'une inadéquation croissante avec la société française et en partie à cause de la trahison de ses idéaux et valeurs. Les autres partis traditionnels ne vont pas bien non plus : EELV, Les Républicains, le MODEM, ... En Europe, l'ensemble des partis sociaux-démocrates est en déclin.

Le destin du PS traduit des évolutions et des choix de la part de ses dirigeants. Le parti « hégémonique » de la fin des années 1970 a été fortement secoué par l'exercice du pouvoir mais il a réussi à s'y maintenir pendant 15 ans entre 1981 et 2002.

Les changements institutionnels et technologiques (décrits ci-dessus) l'ont vidé de ses militants. François Hollande qui l'a dirigé directement de 1997 à 2008 et indirectement de 2012 à 2017 a été l'artisan de ce déclin :

- L'inversion du calendrier électoral et le quinquennat ont amoindri l'intérêt d'un parti de militants pour ses dirigeants
- Dans les années 2000, on a vu apparaître des « think tanks » qui ont rapidement été chargés d'élaborer la doctrine et le programme des partis. Il ne devenait donc plus nécessaire de consulter les adhérents sur ces sujets : des experts extérieurs, souvent formés dans le même moule, savaient mieux que les militants
- Enfin, la dernière prérogative des militants, à savoir la désignation des candidats, est tombée avec les primaires. En 2006, la manœuvre de F. Hollande a été de noyer le parti historique sous les adhérents à 20€ qui, formés par Libération ont plébiscité Ségolène Royal pour un résultat final désastreux.

Cette stratégie s'est traduite par l'élimination ou le départ de nombreux militants associatifs ou syndicaux, souvent d'origine modeste, désespérés par les dérives du PS et la surdité de ses dirigeants.

En 20 ans, le PS s'est totalement transformé :

- La lutte des classes s'est transformée en lutte pour les places (et les prébendes)
- Les camarades sont devenus des gens
- Les courants de pensée se sont mués en clans où la fidélité au chef est beaucoup mieux récompensée que la qualité de la réflexion.

Le PS est devenu, comme la SFIO avant lui, un parti composé d'élus et de leurs affidés. J. Cahuzac ou T. Thévenoud illustrent bien ces dérives.

A la suite du quinquennat désastreux de F. Hollande (avec en points d'orgue : le débat sur la déchéance de nationalité et son livre sur ce qu'un président ne devrait pas dire), le PS a quasiment disparu lors des élections de 2017.

De plus en plus de Français ne se sentent plus représentés correctement par les partis politiques ni proches d'eux. Ceci est notamment vrai pour les couches populaires orphelines du Parti Communiste et abandonnées par le Parti Socialiste. Beaucoup se tournent vers l'abstention, d'autres précaires se tournent vers le Front National, certains plus structurés rejoignent la France Insoumise. Des mouvements ou des rassemblements plus ou moins spontanés naissent : Nuit Debout, Place Publique et bien sûr les gilets jaunes. Ce mouvement a beaucoup surpris mais il ne faut pas oublier l'engouement suscité surtout chez les jeunes par le pamphlet de S. Hessel « Indignez-vous ». Il n'a pas eu de traduction politique forte en France mais, en Espagne, il a fortement contribué à la naissance de Podemos et il ne faut pas oublier, il y a une dizaine d'années, les blogs de la « Génération 1000€ » en Italie qui ont boosté le mouvement « 5 Stelle ».

VI- Une situation politique instable

Les analyses ci-dessus corroborent le malaise des Français déjà analysé, dès 2011, par M. Gauchet « les Français sont de mieux en mieux éduqués et informés mais ils ont l'impression de toujours moins maîtriser leur destin ».

La perte de repères et l'individualisme croissant voulu ou subi, les pertes d'identité et l'isolement abaissent la qualité du débat politique. Il est frappant de constater que les élections présidentielles se sont jouées sur un grand débat : la gauche et le changement pour la justice en 1981 ou en 2012, la fracture sociale en 1995 ou bien « travailler plus pour gagner plus » en 2007. En 2017, aucun débat réel n'a eu lieu : le débat de second tour a été une caricature et le premier tour a été empoisonné par les affaires et l'explosion de la gauche. Le déagisme a prévalu et E. Macron, inconnu deux ans auparavant, a été élu.

Sylvie Kauffmann montre dans son article du Monde du 26 juin 2018 comment beaucoup de pays d'Europe de l'Est ont élu des dirigeants qui refusent de plus en plus la démocratie. Il s'agit de peuples:

- Avec une expérience limitée de la démocratie dont les élites n'avaient pas vraiment de programme ni de vision si ce n'est abattre les régimes communistes
- Qui ont subi, sous l'œil bienveillant de l'UE, une thérapie de choc économique à laquelle ils n'étaient pas préparés (peu d'économies, peu de patrimoine) qui a jeté beaucoup de gens dans la précarité (alors que, dans le

système communiste, beaucoup avaient peu mais quasiment personne ne se retrouvait sans rien)

- Qui ont pâti de la corruption de certaines élites notamment les ex-communistes qui sont souvent revenus au pouvoir après les libéraux qui avaient appliqué la thérapie de choc
- Auxquels l'UE n'a pas su proposer de modèle alternatif ni de modèle de transition harmonieuse.

Des dirigeants comme V. Orban, jeune social-démocrate luttant contre le communiste et parti étudiant à Oxford grâce à une bourse de G. Soros, a réussi à prendre le contrôle total de son parti, le Fidesz. Ensuite, il l'a positionné comme un produit marketing à droite de l'échiquier politique en promettant aux Hongrois plus de protection et en flattant leur identité nationale. Enfin, il a consolidé son pouvoir en s'attaquant aux corps intermédiaires naissants, aux associations ou en muselant la presse.

Beaucoup de pays Européens payent la faillite de leurs élites (la gestion égoïste et aveugle de leur carrière par les leaders conservateurs anglais a précipité le Brexit) ou l'application dogmatique du libéralisme Européen (Italie voire France ou Grèce)

La situation politique est de plus en plus instable en Europe mais aussi dans le monde avec l'isolationnisme grandissant des USA et l'appétit croissant de la Chine qui soutient de plus en plus de régimes non démocratiques voire franchement corrompus. L'évolution de la Turquie, du Brésil, de l'Argentine, ... est préoccupante.

Hannah Arendt, dans son étude du totalitarisme, décrit certains phénomènes à l'œuvre aujourd'hui qui pourraient entraîner des dérapages catastrophiques si aucun remède n'est trouvé rapidement :

- le totalitarisme est une réponse émotionnelle d'individus isolés, unis par une haine de l'ordre établi, face à une société atomisée
- On passe d'un système de classe à un système de masse qui n'a pas de conscience d'intérêt commun. Les nazis recrutèrent leurs adhérents dans cette masse de gens auxquels tous les autres partis avaient tourné le dos.

D- Les défis du XXI^{ème} siècle

Les analyses précédentes ont montré une certaine linéarité du développement des nations et du système économique de 1850 à 2000 malgré des convulsions parfois dramatiques : guerres mondiales, colonisation et décolonisation, exploitation du Tiers-Monde. Il a aussi fallu à l'humanité être capable de maîtriser le surarmement nucléaire.

Le monde en l'an 2000 malgré des succès n'avait pas réussi à régler tous les problèmes :

- La baisse des conflits armés ne signifie pas la paix pour tous. On sait que la guerre est une source majeure de problèmes : famine, destruction des services publics, ...
- Le mal-développement persiste avec près d'un milliard de personnes qui vivent dans la misère.
- La situation des femmes est encore très mauvaise dans de nombreux pays

A ces sujets vont s'ajouter des défis nouveaux et majeurs pour le XXI^{ème} siècle :

- Le dérèglement climatique, s'il n'est pas maîtrisé, entraînera un bouleversement de notre mode de vie. Nous risquons de devoir gérer des phénomènes migratoires concernant des centaines de millions de personnes qui pourraient engendrer des conflits bien pires que les deux guerres mondiales du XX^{ème} siècle.
- La modernisation de l'agriculture et le développement du numérique (Big Data et Intelligence Artificielle) vont changer radicalement la structure des emplois donc des systèmes sociaux, éducatifs, ...
- L'évolution technologique et la recherche en biologie pourraient modifier le devenir de l'humanité
- Enfin, des risques de pandémies ou de mutations de virus ne sont pas à exclure.

Beaucoup de ces sujets demanderont des réponses et des solutions :

- Globales au niveau des Etats et à l'intérieur des sociétés (pas de passager clandestin)
- Ethiques
- Avec prise en compte du temps long
- Exigeant des investissements importants

Les analyses économique, sociale et politique précédentes indiquent que notre monde évolue dans le sens strictement opposé à celui qui serait nécessaire pour résoudre les problèmes légués par le XX^{ème} siècle et ceux qui sont en train d'apparaître.

E- Que faire ? Un nouveau paradigme économique, social, environnemental et culturel

L'évolution du monde décrite ci-dessus n'est ni aléatoire ni chaotique : elle découle d'une logique liée à des rapports de force. Avant de proposer des solutions précises, il conviendra

donc de déterminer le socle de valeurs nécessaire à l'instauration d'un monde plus apaisé. Ensuite, des axes d'actions pourront être proposés. Enfin, il faudra s'interroger sur la façon dont ces actions pourront être mises en œuvre et sur quelles forces sociales on pourra s'appuyer.

I- Les valeurs du futur

Le socle de valeurs nécessaires est à peaufiner mais il comprendra :

- Le retour à une certaine « **vertu** » au sens romain du terme visant à maîtriser notre consommation (énergie, alimentation, ...). Tous les êtres humains devront se rallier à « l'abondance frugale » (JB de Foucauld) ou à « la sobriété heureuse » (P. Rabbhi). Les riches occidentaux devront accepter un changement drastique de leur mode de vie.
Ceci nous conduira à nous interroger sur la notion de réussite. Contrairement aux dires d'un publicitaire obsolète, ne pas posséder une Rolex à cinquante ans ne signifiera pas avoir raté sa vie. D'ailleurs l'abbé Pierre ou Sœur Emmanuelle n'ont pas raté leur vie et ne possédaient pas de tels objets de luxe. De même, un artisan qui produit de beaux objets utiles ou un professeur de lettres qui donne le goût des beaux textes à ses élèves sera plus utile qu'un trader qui empile les millions d'Euros sur son compte en banque en spéculant sur des instruments financiers inutiles (voire nuisibles car ils déclenchent des crises majeures comme avec les subprimes)
La valorisation de la rapidité ou d'une certaine productivité devra aussi être questionnée. La question de temps long doit être réintroduite dans les décisions politiques.
- **La solidarité.** La transition écologique exigera des investissements colossaux (plus de 50.000 milliards \$ en 20/25ans) notamment dans les pays émergents si on veut éviter des migrations massives qui pourraient engendrer de terribles guerres. Ces investissements nécessiteront la mise en œuvre de véhicules financiers spécifiques et des transferts massifs des pays développés vers les pays émergents. Ce type de solidarité implique un nouveau développement du multilatéralisme pour éviter les passagers clandestins. A l'autre bout de la chaîne, la solidarité et la fraternité devront aussi jouer au niveau des territoires (métropoles, banlieues, périphéries) mais aussi entre les générations.
- Des débats **éthiques** devront être organisés quant au rôle de l'intelligence artificielle et sur l'évolution humaine voire le transhumanisme. En cas d'acceptation de certaines applications permettant de forts gains de productivité, un débat démocratique sera tenu pour déterminer comment ils sont répartis.

- Le recours aux **valeurs républicaines et à la laïcité** sera indispensable pour permettre des débats entre citoyens éclairés et pour faire adhérer les peuples aux plans d'actions nécessaires.

Ces valeurs confirment la phrase d'André Malraux « le XXI^{ème} siècle sera religieux ou il ne sera pas ». Bien sûr, pour lui, le terme religieux n'avait pas de rapport avec une quelconque religion précise mais devait être pris dans le sens de spiritualité et de prise de recul vis-à-vis des possessions matérielles. Ceci nécessitera une réflexion parfois dérangeante sur la notion de progrès.

II- Quelques grandes pistes d'actions

Même si c'est très réducteur, Patrick Viveret résumait le développement du XXI^{ème} siècle à « la bicyclette, Internet et les technologies mentales ». La bicyclette émet peu de CO₂ et permet d'entretenir son corps ; Internet, dans sa version positive, permet la communication et la productivité ; les technologies mentales sont proches des valeurs énoncées ci-dessus.

Ce document ne vise pas à élaborer ni un corps de doctrine complet ni un programme politique détaillé mais il va juste lister les principales têtes de chapitre :

- Maîtrise et régulation de la finance avec élimination des paradis fiscaux (étatiques ou à l'intérieur des Etats). La finance doit être au service de l'économie qui doit être au service de l'Homme. Lutte contre le dumping fiscal et social.
- Mise en place de la transition écologique avec deux grands axes : énergie et alimentation. Coopération scientifique étendue (énergie, agriculture, mer, forêt, biodiversité, ...) et mise en place des véhicules financiers multilatéraux nécessaires
- Promotion d'un développement bien réparti pour minimiser les migrations forcées accompagnée par une meilleure transparence des Etats et des gouvernements (promotion des outils anticorruption).
- Pacifier le monde en prévenant les conflits (notamment en gérant mieux les conflits de basse intensité) et en promouvant le désarmement.
- A l'intérieur des pays, il faudra veiller à limiter les inégalités via la socialisation de certains domaines (assurance maladie, chômage, retraite, éducation voire logement). Les politiques d'aménagement du territoire et urbain devront être revues pour éviter les fractures sociales et géographiques et pour promouvoir les mixités d'activités et sociale.
- L'égalité Femme/Homme devra être un souci et un combat permanents notamment dans les instances internationales ; l'accroissement du niveau de formation tout au long de la vie aussi.
- Enfin, il faudra réfléchir à la façon de réguler la recherche en biologie ou en intelligence artificielle par de vrais débats impliquant les citoyens.

En sus des mesures proposées ci-dessus, le nouveau paradigme devra comprendre un volet **culturel** dense car ce domaine est un vecteur puissant d'enrichissement personnel et collectif avec souvent une empreinte carbone limitée.

L'enjeu sera de diversifier l'accès à la culture. Actuellement, l'offre culturelle s'accroît mais c'est toujours la même petite minorité qui en profite et augmente sa propre consommation. Comment atteindre une part supérieure de la population ? Quelle formation par l'Education Nationale pour permettre à plus de gens de bénéficier des biens culturels (ce n'est pas toujours qu'une question d'argent)? Comment faciliter la pratique amateur qui aide aussi à tisser des liens sociaux ?

Pour souligner l'importance de la culture, souvenons-nous du regret de Jean Monnet à propos de la construction Européenne : « Nous aurions dû commencer par la culture ». L'Office Franco-Allemand de la Jeunesse ou Erasmus ont fait plus pour la création d'un sentiment d'appartenance Européen que beaucoup de fonctionnaires Européens. Il ne faudra pas non plus oublier la phrase de Jacques Richet (fondateur du Centre de Formation des Journalistes) : « la culture, c'est ce qui donne de l'épaisseur au présent ». Dans un monde où règnent l'instantanéité, l'émotion et les tweets voire la destruction de la temporalité, la culture devient un sujet politique majeur.

La phrase célèbre de Condorcet pourrait bien résumer les enjeux des prochaines décennies : « Nos espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine peuvent se réduire à ces trois points importants : la destruction de l'inégalité entre les nations; les progrès de l'égalité dans un même peuple, enfin le perfectionnement réel de l'homme » pour rétablir une société de la confiance.

III- Sur quelles forces s'appuyer ?

L'écart entre l'analyse de l'état du monde actuel et de la « feuille de route » pour le XXI^{ème} siècle est désespérant. Il peut sembler vain d'en appeler au multilatéralisme ou à la coopération internationale alors que le repli sur soi parfois agressif ou l'égoïsme des plus riches semblent la règle.

La première source d'espoir pourrait venir de toutes ces résistances souvent locales :

- Aux USA, des collectivités locales voire des Etats essayent de mettre en œuvre la transition écologique malgré les décisions contraires de D. Trump
- De nombreuses manifestations de femmes ont été organisées dans le monde pour promouvoir l'égalité Femme/Homme et lutter contre les discriminations à leur égard. Il en est de même pour les homosexuels ou certaines minorités (par exemple, la Roma Pride à Paris qui vise à dénoncer les discriminations contre les Roms et à leur rendre leur fierté).
- Certaines marques craignent les réactions négatives de leurs consommateurs. Elles mettent donc en place des politiques visant à lutter contre certains excès voire certains délits (travail des enfants ou travail forcé, espaces de travail insalubres ou dangereux, utilisation de produits ou de

procédés de fabrication dangereux). De plus en plus de consommateurs privilégient les produits bio ou les circuits courts.

- Les luttes sociales, souvent réprimées durement, ont permis et permettent encore des progrès significatifs et pour de nombreux travailleurs de retrouver leur dignité.

Pour pérenniser ces petites victoires, il faut des corps intermédiaires (associations, syndicats, partis politiques, ...) qui puissent fédérer ces résistances et leur fournir des perspectives et un débouché politique. Actuellement, beaucoup de corps intermédiaires connaissent une situation difficile ce qui rend cette tâche compliquée.

L'Europe pourrait jouer un rôle historique et être un modèle de développement pour de nombreuses autres régions du monde. L'Europe possède de nombreuses qualités fondamentales : c'est un espace de solidarité organisant des transferts significatifs entre ses membres, il prône la primauté du droit pour résoudre les conflits,

Toutefois, l'Europe doit se réformer profondément en remettant en cause l'ordo-libéralisme (traduisant la primauté du mercantilisme allemand). Il faut passer à une Europe plus sociale et fraternelle au service des citoyens qui sera la meilleure façon de lutter contre toutes les régressions identitaires rappelant souvent un passé nauséabond.

Enfin, l'Europe doit continuer à développer son rayonnement culturel et sur les valeurs en essayant au mieux de contribuer à créer des zones de paix dans son voisinage.

Conclusion

Une analyse lucide de la situation économique, sociale et politique de notre monde n'incite pas à l'optimisme. Des forces importantes s'opposent à tous ce qui doit être mis en place pour aborder les défis du XXI^{ème} siècle.

Il ne faut pas baisser les bras car chacun peut, certes modestement, contribuer à améliorer la situation par son action quotidienne mais aussi par la participation à des actions collectives. Nous avons aussi la chance en Europe d'être au cœur de ce qui pourrait devenir une source d'inspiration pour le reste du monde.

Michel CABIROL

06 86 07 46 74